

Quel « plan vert » de Québec solidaire ? Celui actuel du capitalisme vert ou celui possible du plein emploi écologique ?

par Marc Bonhomme

bonmarc@videotron.ca ; www.marcbonhomme.com

Québec solidaire initiera cet automne une campagne basée sur son *plan vert* pour répondre aux « gens qui nous trouvent sympathiques au plan de la justice sociale [mais] se demandent si nous sommes capables de travailler à développer le Québec au plan de l'économie et de créer des emplois. » (Françoise David). On ne peut qu'applaudir à ce mariage de l'écologie et de l'économie. Le recul de la lutte contre les émanations des gaz à effet de serre (GES) est en proportion de l'aggravation plus qu'anticipée des effets pervers du réchauffement climatique. Alors que la crise économique menace et que les prix des aliments de base ont plus que doublé en dix ans. Le plan vert de Québec solidaire se hisse-t-il à la hauteur du péril ? Ou s'adapte-t-il aux impératifs du capitalisme vert qui fait miroiter le rêve de l'auto (hydro)-électrique ? Aux membres du parti d'en décider... ou peut-être pas.

TABLE DES MATIÈRES	
Le nouveau rapport du GIEC sera-t-il une déception malgré la montée des périls ?	page 2
Rien ne va plus dans la lutte mondiale contre les GES	page 4
Les reculades de la direction de Québec solidaire sur les moyens à prendre	page 5
Le plan vert est à la plate-forme ce que la souris est à la montagne	page 6
Un plan financé par le capital financier qui, lui, veut le capitalisme vert	page 7
La foi dans le système qui rend aveugle à la crise économique	page 8
Une tornade à la Oklahoma pointe à l'horizon	page 9
La croissance, quelle croissance ? Celle du capitalisme vert ?	page 10
Le mirage de l'automobile (hydro)-électrique	page 11
L'envers de la médaille de l'automobile hydroélectrique	page 12
Un plan vert pour le plein emploi écologique	page 13
La production alimentaire mondiale : pillage impérialiste et arme stratégique	page 15
L'agro-agriculture québécoise étouffée par la dette et les trois chaînes alimentaires	page 16
Une souveraineté alimentaire libérée de l'agro-industrie	page 17
Vivement la grève sociale pour exproprier les banques	page 18
De la démocratie s.v.p.... pour aller à gauche	page 20

22 mai 2013

C'est comme si la direction de Québec solidaire avait anticipé les résultats des élections en Colombie britannique le 14 mai dernier. À la surprise générale, le parti Libéral de Colombie britannique, plus près du parti Conservateur fédéral que du parti Libéral, a remporté un quatrième mandat aux dépens du NPD donné largement gagnant par les sondages en début de campagne. Les Libéraux avaient compris que l'électorat voulait avant tout du développement économique créateur de richesse et d'emploi et non des programmes sociaux distributeurs de chômage et de pauvreté :

« Le résultat de l'élection du 14 mai en Colombie-Britannique a été un revers pour les forces progressistes de la province et de partout au Canada. Le Parti libéral sortant a remporté un quatrième mandat consécutif avec l'appui de 21,8 pour cent des électeurs admissibles (44,4 pour cent de ceux qui ont voté). Le fer de lance de sa campagne était de "foncer à toute vapeur" pour une expansion en trois volets de l'extraction et de l'exportation des combustibles fossiles, à partir de sables bitumineux de l'Alberta, des champs de gaz naturel dans le nord-est de la province, et des mines de charbon en Colombie-Britannique et aux États-Unis. » (Roger Annis, [All Signs Point to Deepening Opposition to the Fossil Fuel Industry Assault in British Columbia](#), The Bulletin, 18/05/13, ma traduction)

En prime, l'électorat obtiendra davantage de dégâts écologiques, d'inégalité sociale... et peut-être quelques emplois supplémentaires.

L'idée de déplacer l'axe du message du parti vers non seulement le développement économique mais un développement économique écologique paraît éviter le cul-de-sac du NPD de la province du Pacifique sans tomber dans le piège de ses Libéraux. Elle paraît d'autant plus pertinente que la plate-forme du parti préconise « la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'au moins 40 % par rapport à 1990 d'ici 2020, et de 95 % d'ici 2050 [et] une stratégie pour abandonner l'utilisation des diverses formes d'énergie fossile d'ici 2030 », soit la borne supérieure de la fourchette d'objectifs proposée en 2007 par l'organisation spécialisée de l'ONU concernant la crise climatique, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Si cette borne supérieure pouvait peut-être apparaître trop prudente il y a six ans, elle ne peut aujourd'hui qu'être une obligation des plus contraignantes quand on sait que :

« [I]a concentration de CO2 dans l'air devrait atteindre dès 2015 ou 2016 une moyenne annuelle de 400 particules par million (ppm) au niveau mondial [alors que] pour parvenir à limiter le réchauffement climatique entre 2 degrés centigrade et 2.4 par rapport à l'ère préindustrielle, il faudrait que la concentration de CO2 plafonne entre 350 et 400 ppm [ce qui signifie que] si la tendance se poursuit, la hausse du thermomètre devrait être de 3 à 5 degrés centigrades [...] scénario [qui] déclencherait des "changements cataclysmiques" selon ce que faisait valoir la Banque mondiale dans un rapport à la fin de 2012. » (Le Devoir, 14/05/13)

Le nouveau rapport du GIEC sera-t-il une déception malgré la montée des périls ?

Les *contrarians* du réchauffement climatique ne sont pas acculés au mur pour autant. Plusieurs scientifiques ont décelé, depuis plus d'une décennie, un effet de ciseaux entre la croissance de la densité des GES et la hausse de la température sur la surface du globe:

« Le monde a ajouté environ 100 milliards de tonnes de carbone dans l'atmosphère entre 2000 et 2010. Cela représente environ un quart de tous les CO2 émis par l'humanité depuis 1750. Et pourtant, comme le fait observer James Hansen, directeur de l'Institut Goddard pour les études spatiales, "la température globale moyenne de cinq ans a été stable pendant une décennie." » (The Economist, [A sensitive matter](#), 30/03/13, ma traduction)

On se perd en conjoncture sur le pourquoi mais ce pourrait être dû au réchauffement de l'océan profond, ce qui comporte ses propres effets négatifs :

« Une étude menée dans *Geophysical Research Letters* par Kevin Trenberth du Centre National de l'Amérique pour la recherche atmosphérique et d'autres ont montré que 30% du réchauffement de l'océan dans la dernière décennie a eu lieu dans l'océan profond (au-dessous de 700 mètres). [...] Si c'est le cas, cela aiderait à expliquer le hiatus de la température.

On peut en déduire une possible relation non linéaire qui peut-être recèle un fatal rebondissement transformant le quantitatif en qualitatif. Comme le dit cependant un article du New York Times :

« Même si la sensibilité du climat s'avère être en bas de la fourchette, les émissions totales vont finir par être excessives au point de conduire le monde vers une augmentation de température dangereuse. Donc, si la science récente résiste à un examen critique, elle pourrait en effet se transformer en une lueur d'espoir — mais seulement si suit une vaste nouvelle impulsion pour contrôler la combustion des combustibles fossiles. (New York Times, [A change in Temperature](#), 13/05/13, ma traduction)

Ce possible ciseau pourrait cependant alimenter une reculade des objectifs onusiens d'autant plus qu'il est loin d'être évident que le prochain rapport de l'organisme spécialisé de l'ONU sur le climat, attendu en septembre prochain, réitère l'échéancier de 2007 ou un autre semblable même si on peut s'attendre à beaucoup d'explications scientifiques, de projections et de mises en garde. Depuis l'échec retentissant de la conférence de Copenhague en décembre 2009, l'engouement et la mobilisation écologiques sont tombés à plat et les grands États ont appris à détester cet échéancier maudit qui chaque jour juge leur ineptie. Après avoir pris en défaut le rapport de 2007 sur la question de la fonte rapide des glaciers de l'Himalaya, voilà que le camp des sceptiques se réjouit du possible ciseau entre la croissance des GES et celle de la température au sol.

Les pressions sur la communauté des scientifiques de l'organisme onusien sont déjà très fortes. Reste que des scientifiques viennent d'établir la fonte de la plupart des glaciers et du pergélisol du « troisième pôle » (Plateau du Tibet et son pourtour de montagnes à l'ouest et au sud) contrairement au mythe de leur expansion suite à des mesures du haut des airs par des instruments inadéquats :

« La plupart [des glaciers qui avancent] sont dans le Karakoram et le Pamir, dans l'ouest de la région. Mais les glaciers dans l'Himalaya oriental et à l'est du plateau tibétain reculent rapidement. Ceux du milieu du plateau aussi, bien que moins rapidement. L'effet net est une grosse perte de glace au cours de la période en question [30 ans] [et] le pergélisol du Tibet s'est désintégré rapidement au cours des deux dernières décennies. » (The Economist, [Pole-land](#), 11/05/13, ma traduction)

Faut-il ajouter que le réchauffement climatique produit déjà maints phénomènes percutants (fonte des calottes glacières, du pergélisol et de la banquise, désertification, phénomènes extrêmes) dont certains n'avaient pas été pleinement pris en compte par le très prudent rapport onusien de 2007 :

« La fonte des calottes glaciaires des deux pôles a contribué en dix ans à une hausse de plus de 11 millimètres du niveau global des océans, soit un cinquième de la hausse totale mesurée depuis 1992, affirment des chercheurs dans la revue Science publiée vendredi. Chaque année, les calottes du Groenland et de l'Antarctique – les masses de glace qui sont ancrées sur le socle rocheux – ont perdu environ 230 milliards de tonnes de glace. C'est ce qu'ont calculé 47 chercheurs de différents pays qui ont réuni leurs travaux pour obtenir des données plus précises sur ce phénomène lié au réchauffement climatique global. » (Associated Press dans Le Devoir, 30/11/12)

« Une étude que vient de publier la revue Nature Géoscience indique que la fonte du pergélisol dans la région arctique risque d'engendrer, en raison d'importants rejets du carbone emprisonné depuis des millénaires, une rétroaction qu'il sera difficile, voire impossible de freiner dans certains scénarios, même si l'humanité cessait à la limite toute contribution supplémentaire au réchauffement de la planète. [...] La libération de ce carbone constitue pour les chercheurs un risque de "rétroaction positive" dans le sens qu'elle va intensifier le problème qui est à son origine : le carbone libéré va, en somme, contribuer à un réchauffement qui va lui-même accélérer la fonte du pergélisol.

« Le phénomène va de pair avec un autre qui se produit dans la même région, soit la réduction de la taille de la banquise arctique, qui a atteint cet été [2012] un niveau record. La diminution de la banquise, qui permet à cet océan polaire de se réchauffer davantage et ainsi de réduire davantage sa taille, de même que la libération du pergélisol pourraient rendre très difficile ensemble, sinon impossible, le contrôle du réchauffement de la planète par les humains au-delà d'un seuil critique que plusieurs situent d'ici à une décennie, deux au maximum.

« Lors du dernier rapport du GIEC, l'effet de boucle ou de rétroaction des deux phénomènes, soit la fonte du pergélisol et l'absorption croissante de la chaleur solaire par l'océan arctique, n'avait pas été intégré aux modèles mathématiques prévisionnels alors disponibles. » (Louis-Gilles Francoeur, Le Devoir, 11/09/12)

« Quelques jours après que le gouvernement Harper a décidé de se retirer de la Convention de l'ONU sur la lutte contre la désertification, un nouveau rapport produit par cet organe onusien indique que 5 % de la valeur de la production agricole mondiale est perdue chaque année, soit environ 450

milliards de dollars, à cause de la désertification et de la sécheresse, qui rendent les sols incultivables. » (Le Devoir, 10/04/13)

« Un rapport des Nations unies met les grands décideurs en garde : les canicules, les sécheresses et les fortes pluies vont se multiplier au cours du présent siècle. Les experts rappellent que ces événements ont des coûts économiques et humains importants. [...] Selon l'organisation scientifique onusienne, il est "virtuellement certain" que les cas de températures très chaudes vont devenir plus fréquents et plus intenses au cours du XXI^e siècle. "Pour un scénario d'émissions [de gaz à effet de serre] élevé, il est probable que la fréquence des jours de canicule sera multipliée par 10 dans la plupart des régions du monde"...

« Le coordonnateur pour l'énergie et le climat à l'Association québécoise de la lutte contre la pollution atmosphérique, Patrick Bonin, estime que les conclusions du GIEC, un organe généralement assez prudent dans ses avis, sont "inquiétantes". "On pensait avant que les changements climatiques affecteraient surtout nos enfants et nos petits-enfants, mais finalement, on va les vivre aussi, d'une façon assez importante." Le rapport met de la pression sur les pays, ajoute-t-il, "surtout sur ceux qui sont des boulets, comme le Canada. Le Canada doit recevoir le message" du GIEC. » (Mélima Guillemette, Le Devoir, 18/11/11)

Rien ne va plus dans la lutte mondiale contre les GES

Cette accumulation de nouvelles alarmantes émeut-elle les grands de ce monde ? Tant s'en faut :

« Les espoirs n'étaient pas énormes et les résultats sont à l'avenant. La 18^e conférence des Nations unies sur le climat [à Doha au Qatar en décembre 2012] n'aura pas permis de faire de grandes avancées en matière de lutte contre les changements climatiques. Entre des pays riches qui hésitent à s'engager résolument dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et des pays en développement qui attendent toujours une aide internationale qui ne vient pas, il apparaît de plus en plus difficile d'imaginer comment le monde parviendra à freiner la hausse des températures au cours des prochaines décennies. » (Alexandre Shields, Le Devoir, 8/12/12)

Le gouvernement du Québec n'atteindra pas sa cible de 20% de réduction des GES d'ici 2020 par rapport à 1990, même pas l'objectif du Protocole de Kyoto, soit une baisse de 6% en 2012 par rapport à 1990 (Louis-Gilles Francoeur, [L'environnement en perte de contrôle](#), Le Devoir, 3/05/12). Faut-il ajouter qu'en ce qui concerne le gouvernement fédéral, c'est dix fois pire même par rapport à son propre objectif à rabais d'une baisse de 17% des GES par rapport au niveau de 2005. Au contraire, suite à sa politique pro sable bitumineux, il faut s'attendre à une hausse de 7.5% selon le Commissaire canadien à l'environnement (La Presse canadienne, [Gaz à effet de serre : trop tard pour renverser la vapeur ?](#), Le Devoir, 8/05/12).

La crise économique de 2007-2008 et la stagnation subséquente, et son corollaire la crise des budgets publics limitant le soutien aux nouvelles technologies, ont frappé de plein fouet l'industrie des énergies alternatives. C'est à ce point que s'est développée une importante crise de surproduction dans l'industrie de la fabrication des panneaux solaires (The Economist, 30/03/13). Comme quoi ce secteur de pointe n'échappe pas aux lois fondamentales du mode de production capitaliste. S'ajoute la baisse du prix du gaz naturel suite à la polluante percée technologique permettant l'extraction des très nombreux gisements schisteux, nouvelle technologie qui s'étend dorénavant au pétrole. Hier c'était le Dakota du Nord, est-ce que demain ce sera l'Île d'Anticosti ? Pendant ce temps, l'agro-industrie assèche les aquifères pour produire des biocarburants tel le maïs :

« Un changement à la culture du maïs, une culture beaucoup plus gourmande en eau que les autres, n'a fait qu'empirer les choses. Poussé par la demande, la spéculation et un mandat du gouvernement pour produire des biocarburants, le prix du maïs a triplé depuis 2002, et les agriculteurs du Kansas ont réagi en augmentant la superficie des champs de maïs irrigués par près d'un cinquième. » (New York Times, [Wells dry, Fertile Plains turn to dust](#), 19/05/13, ma traduction)

Crise, austérité et bas prix remettent en question la croissance fulgurante des investissements dans les énergies alternatives tant mondialement, dans tous les secteurs, qu'au Canada :

« Les investissements mondiaux dans les énergies renouvelables ont reculé de 11 % en 2012, plombés par des lourdes chutes sur des grands marchés comme les Etats-Unis, l'Inde et l'Europe, y compris la France, mais la casse a été moindre que redouté, selon un rapport publié lundi 14 janvier. L'an passé, 268,7 milliards de dollars (201,2 milliards d'euros) ont été investis dans des projets d'énergies propres, contre 302,3 milliards de dollars (225,9 milliards d'euros) en 2011, selon une étude réalisée par le cabinet spécialisé Bloomberg New Energy Finance (BNEF). » (AFP et Le Monde, 14/01/13)

« Au niveau mondial, le solaire se taille la part du lion dans ces investissements, en attirant 142,5 milliards de dollars, soit 9 % de moins qu'en 2011. L'éolien est également en baisse de 13 % à 78,3 milliards de dollars ; les smart grids, technologies d'efficacité énergétique et véhicules électriques diminuent de 7% ; la biomasse et l'énergie produite à partir de déchets perd 27 % et les biocarburants, qui représentaient le deuxième secteur en 2006, sont tombés à 4,5 milliards de dollars, en chute libre de 4,5 milliards, juste devant la géothermie, qui s'est effondrée de 39 % à 1,8 milliard de dollars. » (La Tribune, 14/01/13)

« Un événement qui est passé inaperçu au cours de 2012 est la chute des annonces de nouvelles immobilisations pour des projets d'énergie alternative et de technologies environnementales au Canada par des sociétés privées. En effet, alors que l'on dénombrait entre 7 et 8 milliards \$ par année en annonces de tels projets au Canada en 2010 et 2011 (ex. : parcs éoliens, usines de biocarburants), la valeur des nouveaux projets annoncés en 2012 est inférieure à 3 milliards \$. À titre de comparaison, 27 milliards \$ ont été annoncés en nouveaux projets d'hydrocarbures (extraction, transformation, transport) en 2011 et 84 milliards \$ en 2012 au Canada. L'écart dans l'activité d'investissement est grandissant, au profit des énergies conventionnelles. » (E & B Data, 10/01/13)

Les reculades de la direction de Québec solidaire sur les moyens à prendre

Reste que la direction de Québec solidaire, prompt à la reculade, se prévaut de cette incertitude pour faire le silence sur les objectifs GES de sa plate-forme, comme elle se tait jusqu'ici à propos du passage et de la transformation du pétrole bitumineux par le Québec, malgré le tollé de la mouvance environnementale et d'un début de mobilisation citoyenne sur le sujet depuis plusieurs mois. (Comme elle le fait aussi à propos de la fermeture sauvage de l'usine de croustilles de la compagnie Old Dutch au lieu, conformément à la plate-forme, de réclamer son expropriation et sa possible transformation en coopérative soutenue par la Caisse de dépôt et de placement.) En fait, la direction du parti est allée jusqu'à remettre en question le clair rejet, dans la plate-forme, de toute exploitation pétrolière en autant qu'elle se fasse par une entreprise étatique :

« Un grand nombre des enjeux soulevés par l'exploitation des hydrocarbures serait aussi atténués, ou du moins posés différemment, si cette activité cessait d'être confiée à des entreprises privées et retournerait dans le giron de l'État. » (Communiqué de presse du 26/03/13)

Ainsi, la direction du parti prête-t-elle le flanc à la critique du commentateur du Devoir mécontent du refus du congrès du parti de consentir aux alliances électorales avec les autres partis souverainistes :

« Un progressiste peut très bien penser que l'exploitation du pétrole, dont la seule perspective fait pousser des cris d'horreur à QS, générerait des revenus qui seraient très utiles pour venir en aide aux plus démunis. » (Michel David, Le Devoir, 6/05/13)

À première vue, il paraît plus aisé de recourir à la manne pétrolière, pour l'instant très spéculative, que de confronter le capital financier dans la rue et dans les urnes pour conquérir l'indépendance afin d'exproprier les banques et ainsi se donner les moyens politiques et financiers du plein emploi écologique.

Afin de tergiverser sur l'atteinte des objectifs onusiens de réduction des GES, la direction du parti a beau jeu de profiter du caractère trop général de la plate-forme à propos des moyens à déployer pour atteindre ces objectifs même si on trouve un très sommaire et incomplet cadre général d'intervention. On « créera Énergie-Québec », on « placera les entreprises du domaine de l'énergie sous contrôle public (participation majoritaire de l'État ou nationalisation complète au besoin) [dont] le développement de l'énergie éolienne ». Toutefois, on ne créera pas d'entreprises d'État pour l'exploration pétrolière car on « interdira l'exploration et la production d'énergies fossiles (incluant les gaz de schiste) et d'énergie nucléaire sur le territoire québécois ». On

« lancera un vaste programme d'efficacité énergétique, autant en ce qui concerne la rénovation des bâtiments existants que le resserrement des normes pour les nouvelles constructions et les procédés industriels. »

Dans le domaine du transport, là où au Québec le bat blesse pour réduire l'émanation des GES, on
« ...développera un vaste plan de transport collectif à l'échelle du Québec, dont les objectifs prioritaires seront :

- d'atteindre nos cibles de réduction de gaz à effet de serre ;
- d'augmenter le transport collectif dans les grands centres ;
- d'électrifier progressivement l'ensemble du réseau ;
- d'assurer l'accessibilité financière du transport en commun partout et de viser la gratuité dans un horizon de 10 ans ;

[et on] encouragera le transport de marchandises par voie ferrée et par voie navigable à l'aide d'incitatifs financiers. »

Pour ce secteur crucial cohabitent des généralités non compromettantes faisant la quasi unanimité de toutes les classes sociales (augmenter le transport collectif), un emprunt au programme du PQ (l'électrification) et une mesure antilibérale radicale (la gratuité) avec en sus, un préjugé favorable à l'entreprise privée et pas seulement à la PME (les incitatifs financiers pour se comporter en citoyen responsable). Toutes les tendances à l'intérieur du parti y trouvent leur compte ce qui laisse les mains libres à la direction du parti en autant que personne n'y regarde de trop près en ce qui concerne la synchronisation des objectifs et des moyens.

Lors de la campagne électorale 2012, la direction du parti a fait des choix très clairs. Elle a tabletté la gratuité sur dix ans mais aussi les incitatifs à l'entreprise privée quoique ce soit probablement davantage à cause d'un désintérêt pour le transport des marchandises, thème pas très porteur électoralement même si au Québec il est autant responsable des GES, et même davantage en termes de croissance, que le transport des personnes. Par contre, l'offre accrue de transport collectif et leur électrification ont fait l'objet de toutes les attentions devenant un des cinq thèmes majeurs de la campagne. Restait à chiffrer cette offre, et les autres interventions, pour savoir si on parlait de marginalisme complémentaire au système actuel ou de restructuration de fond en comble. Ce sera le but du plan vert et de son compagnon, le cadre financier.

Le plan vert est à la plate-forme ce que la souris est à la montagne

La politique du transport en commun prévu par ce plan montre un abrupt abandon de la plate-forme. Le plan d'immobilisations du PQ, et des Libéraux avant lui, prévoit un ridicule 6.4 milliards \$ sur dix ans pour les équipements du transport collectif, entretien compris. Globalement, aussi entretien compris, l'organisation québécoise Transit, une coalition plutôt technocratique fort modéré d'une soixantaine d'organisations pour un tournant vers le transport public « estime le coût de l'ensemble des projets de maintien et de développement des transports collectifs au Québec d'ici dix ans à quelque 25 à 30 milliards de dollars ». Cet estimé ne prend en compte que les projets connus des grandes villes, surtout Montréal, dirigées par des équipes nettement à droite. Il est loin d'être certain qu'il tienne compte de l'objectif gouvernemental d'une réduction de 20% des GES d'ici 2020. Le plan vert de Québec solidaire, projeté sur dix ans, ne prévoit pour le transport en commun que des investissements supplémentaires de 10 milliards \$, 16 milliards \$ en additionnant l'effort péquiste, bien en deçà de la revendication de Transit. Adieu objectif de réduction des GES de 40% et même de 20% d'ici 2020.

Côté « incitatifs financiers » (sic) pour la mutation du camionnage à longue distance vers le rail et le cabotage, ou encore pour l'électrification de camionnage à courte distance, le plan vert / cadre budgétaire ne prévoit rien du tout. Il n'est pas non plus question de légiférer pour obliger ces entreprises à passer au rail modulaire et à l'électrification de leur flotte de petits camions et de leur imposer un plan de conversion essentiellement à leur frais.

On ne trouve non plus, dans le plan vert, aucune mesure coercitive pour contraindre les entreprises industrielles et commerciales, une source d'émanation de GES presque aussi importante que tout le secteur des transports, à établir des plans d'efficacité énergétique et de recours aux énergies renouvelables. Pourtant, selon le Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2020) du gouvernement du Québec, si la consommation d'énergie fossile manufacturière a beaucoup baissé ces derniers 20 ans à cause surtout des nombreuses fermetures des énergivores usines de pâte et papier, le bâtiment commercial et institutionnel, en forte progression en termes de surface, utilise de plus en plus de gaz naturel alors que le bâtiment résidentiel a baissé ses émanations de GES de 43% malgré une croissance de la population de 12%. Tout ce secteur s'avère tout simplement un immense point aveugle nulle part mentionné tant dans le programme que dans le plan vert en passant par la plate-forme. On perçoit dans cet « oubli » une immense peur de léser la rentabilité de l'entreprise privée doublée d'une vénération de la PME. On ne saurait au mieux, semble-t-il, que la subventionner pour qu'elle se comporte en honnête citoyenne corporative.

Il n'y a non plus rien de prévu, tant en termes législatifs que budgétaires, pour un nouvel urbanisme écologique privilégiant la mixité des fonctions, la forte restriction de l'automobile individuel et de la maison unifamiliale, la densification de l'habitation, l'interdiction de la spéculation foncière, le jardinage urbain et la protection des terres agricoles. Pour la transformation de l'agriculture industrielle en agriculture biologique, pour l'implantation de « circuits courts » d'approvisionnement des magasins d'alimentation, pour le soutien de la relève, et pour le désendettement des agriculteurs, il n'en n'est pas question dans le plan vert, pendant que le cadre financier prévoit un minuscule 50 millions \$ annuellement.

Dans le plan vert, « *Québec solidaire prévoit doubler les montants investis en efficacité énergétique au Québec pour appuyer les particuliers et les entreprises qui font des rénovations* » soit, selon le cadre budgétaire, un peu moins de 2.5 milliards \$ sur cinq ans. Il n'est donc pas question d'une politique obligatoire d'isolation et de climatisation, au niveau des meilleures normes, de l'ensemble des bâtiments et d'un plan d'action et financier concomitant qui réserve l'essentiel du soutien financier aux locataires et aux propriétaires de leur propre logement. Québec solidaire s'en remet plutôt aux forces du marché qu'il faudrait soudoyer.

Un plan financé par le capital financier qui, lui, veut le capitalisme vert

Veut-on financer le plan vert, aussi insatisfaisant soit-il, par une profonde réforme fiscale ? Si peu. Le parti a recours avant tout au capital financier. Québec solidaire veut maintenir la politique des déficits inaugurée avec le déclenchement de la crise en 2007-2008 en empruntant au capital financier un peu plus de 4 milliards \$ l'an pendant cinq ans. La banque et consorts ne financeront le plan vert de Québec solidaire que s'il relève du capitalisme vert. Est-ce la raison pour qu'en transport public, le plan vert mette l'emphase sur l'électrification du transport public, si bénéfique soit-elle, et sur un « *lien de transport haute vitesse électrique entre Montréal et Québec* » et non sur l'augmentation massive du transport collectif urbain tendant vers la gratuité ? La proposition de la plate-forme de la gratuité du transport public sur dix ans est complètement passée sous silence dans le plan vert et le financement de sa première phase est absent du cadre financier.

Le complexe hydro-québécois et Bombardier s'en réjouiront. Les banques seront au rendez-vous en autant que le bon peuple paie la facture par ses impôts, taxes et tarifs. Spécialement depuis le début de la crise en 2007-2008 réduisant le pouvoir d'achat populaire et le tarissement de l'endettement des ménages, l'entreprise privée a compris que l'État est bon payeur ce qui fait de la sous-traitance, des PPP et des appels d'offre de bien meilleurs outils que la privatisation pure et dure sauf pour desservir les classes riches. Et c'est encore plus rentable avec une bonne dose de collusion et de corruption.

Quant au lien haute vitesse, les gens d'affaires en seront les principaux bénéficiaires et la performance écologique la grande perdante car la vitesse est énergivore. Côté énergie, dans le plan vert, l'éolien prend le pas sur l'efficacité énergétique. La toute jeune grappe industrielle

québécoise dans ce domaine y trouverait son compte. Quant à la construction massive de logements sociaux, le complexe ABC (asphalte-bois-ciment), à l'origine du grand scandale de la corruption, y trouvera lui aussi son intérêt. A-t-on jamais pensé à des régies d'État ou des coopératives de travail, supervisées démocratiquement, pour en finir avec la corruption en mettant un terme au système des appels d'offre ?

La foi dans le système qui rend aveugle à la crise économique

Le plan vert, selon les chiffres fournis, créerait un peu plus de 25 000 emplois l'an sur cinq ans dans le secteur des transports publics, de l'efficacité énergétique, de l'énergie renouvelable et du logement social. Cette création d'emplois verts serait complétée par la création d'un peu plus de 5 000 emplois l'an dans les services publics à même les nouvelles ponctions fiscales.

S'ajouteraient des emplois dus à la hausse de la demande solvable provenant, pour une part, de la création d'un revenu minimum garanti de 12 000 \$ l'an augmentant le soutien au revenu de presque 4 milliards \$ l'an à terme et, pour une autre part, de la hausse du salaire minimum à un peu moins de 12 \$ l'heure indexé au coût de la vie par rapport à l'actuel 10 \$ non indexé.

Il est tout à fait correct de considérer les emplois du secteur public comme des emplois verts car ils sont à la fois très peu énergivores en eux-mêmes et anti-consumériste dans leurs effets car valorisant bien souvent l'enrichissement des rapports sociaux tout en élevant le niveau de conscience écologique grâce, par exemple, à l'éducation civique et scientifique. C'est d'ailleurs souvent le cas des secteurs d'emplois où l'on trouve une majorité de femmes, y compris les emplois de service du secteur privé... et aussi l'esclavage domestique. Tout simplement parce que la dimension relation sociale l'emporte sur celle de la transformation de la matière laquelle est intrinsèquement énergivore. Mais aussi parce que la construction de rapports sociaux propre à ce type d'emploi, même si elle peut être détournée de ses fins, vole du temps au temps de l'argent. Comme quoi une économie verte est une économie intrinsèquement féministe. À remarquer que le capitalisme vert est d'accord... mais à coups d'emplois précaires mal payés auxquels s'ajoutent la servitude de la double journée de travail. Plus profondément, le capitalisme est sexiste car comment devenir une gagnante de la dure lutte de tous contre toutes sur le bien nommé marché de l'emploi quand on doit faire avec les soins aux enfants, au mari, aux malades et aux vieillards... en plus du temps de la grossesse.

Si on considère qu'il y a actuellement au Québec environ 375 000 personnes en chômage, en calculant sur la base du taux d'activité d'avant la crise de 2008, et que la faible croissance « naturelle » de l'emploi absorbe hors crise la croissance « naturelle » de la population active — mais l'emploi a décréu de 22 000 personnes durant les quatre premiers mois de 2013 — on peut faire la généreuse hypothèse que le cadre financier de Québec solidaire pourrait réduire le chômage d'un peu moins de la moitié au bout de cinq ans. Mais comme Québec solidaire se base sur le fait que « *les prévisions de croissance économique du ministère des Finances [...] se sont avérées fiables lors des dernières années...* » le parti fait l'hypothèse d'une croissance continu à moyen terme.

Il faut être aveugle pour croire que l'actuelle stagnante croissance se poursuivra pendant cinq ou dix ans alors que l'économie européenne est en crise profonde, que celle des ÉU vacille et oscille et que celle des économies émergentes ralentit sérieusement. Les récentes prévisions à court terme vont dans ce sens, tant mondialement (voir graphique 1 plus bas) qu'au Canada et au Québec :

« La croissance mondiale s'est abaissée en dessous de 2,5% au deuxième semestre 2012. Un petit rebond au début de 2013 semble avoir disparu. Les rapports du PIB du premier trimestre ont déçu aux ÉU et en Chine. Le taux de chômage en Europe tique sans relâche vers le haut. » (The Economist, [The World Economy](#), 11/05/13, ma traduction)

« Un dollar canadien près de la parité avec le système américain fait mal aux exportateurs du pays. Les prix des matières premières, principale exportation du Canada, sont en baisse. Le taux de chômage s'élève à 7,2% et les dépenses de consommation se ralentissent. Dans son dernier rapport trimestriel de politique monétaire, la Banque du Canada prévoit une croissance de seulement 1,5% cette année... [...] Dans le même temps, le Canada a encore un niveau dangereux pour l'endettement des ménages et une bulle immobilière (bien que le marché immobilier a montré des signes de douceur récemment). » (The Economist, [After Carney](#), 11/05/13, ma traduction)

Les analystes s'entendent pour dire que la reprise de la croissance [au Québec] ne durera pas. [...] Il est peu probable que ces résultats [de janvier 2013] soient à l'image de l'année 2013 et un certain ajustement est à prévoir au fil des prochains mois. Le Mouvement Desjardins continue de penser que l'économie québécoise ne connaîtra pas mieux, cette année, qu'une croissance globale de 1 %.

Son homologue à la Financière Banque Nationale, Marc Pinsonneault, partage largement cette analyse. » (Éric Desrosiers, [Rebond étonnant du PIB du Québec](#), Le Devoir, 24/04/13)

Une tornade à la Oklahoma pointe à l'horizon

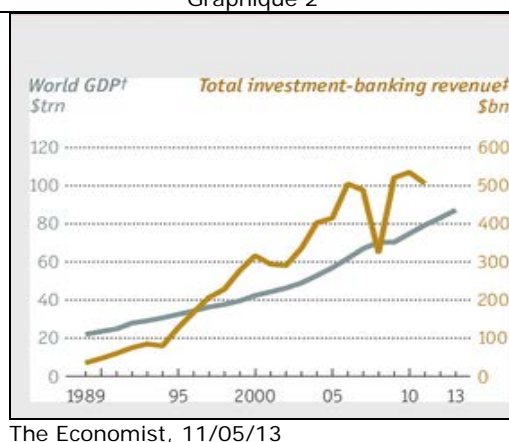
Aucune des causes structurelles de la crise économique mondiale n'a été corrigées, que ce soit la stagnation salariale et le chômage qui tue la demande solvable, l'endettement généralisé qui étouffe ménages et gouvernements et la toute puissance des transnationales, particulièrement financières, qui, le gros de la crise passée, empilent les profits comme jamais (voir graphique 2 plus bas) sans quasi rien réinvestir. Pour maintenir les économies à flot, les banques centrales, particulièrement celles étasunienne et japonaise, se laissent aller à une gargantuesque création monétaire qui, à défaut de créer une hausse des prix du panier du consommateur trop endetté et trop pauvre, à défaut de créer une bulle immobilière qui a crevé avec la crise aux ÉU et ailleurs... mais pas au Canada/Québec et qui reprend en Chine, crée une bulle spéculative des valeurs mobilières (bourse, marché obligataire, produits dérivés) donnant aux détenteurs de capital fictif l'illusion de la prospérité pour la plus grande crainte des banques centrales :

« Profitant de l'argent bon marché déversé par la Fed, les investisseurs ont récemment porté la Bourse de Wall Street à des records historiques, faisant craindre l'émergence d'une bulle financière aux États-Unis où l'économie réelle peine à décoller. "Étant donné le contexte actuel des faibles taux d'intérêt, nous surveillons particulièrement étroitement les cas d'une course au rendement et d'autres formes de prises de risques qui pourraient affecter le prix des actifs et leur relation avec les fondamentaux de l'économie", a ajouté M. Bernanke. » (Agence France-Presse, [Ben Bernanke - La stabilité économique est une « arme à double tranchant »](#), Le Devoir, 11/05/13)

Graphique 1



Graphique 2



Le plan vert de Québec solidaire n'est ni plus ni moins qu'une politique à la mode keynésienne des « trente glorieuses » (1945-1975) ajustée à l'écologisme d'aujourd'hui. Toutefois, s'imagine-t-on qu'une province canadienne qui n'est pas la plus importante, sans aucune maîtrise de sa politique monétaire et avec un contrôle partiel de sa fiscalité, dans le cadre de l'OMC et de l'ALÉNA, avec un traité de libre-échange canado-européen probablement à la veille d'être signé, lequel contraindra directement les dépenses publiques des provinces, pourrait pratiquer une politique anti-austérité autre que marginale ?

Déjà la critique de l'atteinte rapide de l'équilibre budgétaire par le PQ de la part de la direction de Québec solidaire sent la retraite. Si Québec solidaire s'oppose à l'atteinte à la hussarde de l'équilibre budgétaire, il ne propose que d'imiter le gouvernement conservateur en retardant l'échéance d'un an, sans réforme fiscale et sans inquiéter les maisons de cote de crédit :

« Soyons sérieux. On ne parle pas de renoncer à l'équilibre budgétaire, mais bien de le reporter d'une année. Même le gouvernement de Stephen Harper s'est résigné à le faire. La cote de crédit du Québec est stable depuis une décennie, et ce, malgré les déficits faits par le précédent gouvernement libéral. » (Françoise David, communiqué de presse du 24/04/13) ».

La croissance, quelle croissance ? Celle du capitalisme vert ?

Pour sortir de la crise économique, il faudrait selon l'orthodoxie, de gauche comme de droite, plus de croissance. Par contre, pour contrôler les émanations de GES, il faudrait non seulement moins de croissance mais plutôt de la décroissance, de dire les partisans de cette thèse dont un collectif au sein de Québec solidaire. Si l'on raisonne en fonction de l'actuelle structure économique dont le sommet est constitué des grandes banques et consorts maintenant la mainmise du complexe auto-pétrole-bungalow sur le système manufacturier par le recours au complexe militaro-sécuritaire-télé-informatique, on n'échappe pas à ce dilemme faustien. Pour dire vrai, la paupérisation de la majorité deviendrait nécessaire. Les banlieues pavillonnaires léguées par le complexe auto-pétrole-bungalow de l'ère consumériste sont non seulement terriblement énergivores et destructrices des meilleurs sols agraires par leur étalement mais elles emprisonnent le prolétariat dans l'individualisme consumériste, négation de l'individu libéré et créateur, tout en l'enchaînant au capital financier par l'endettement. Et voilà que la Chine et l'Inde s'intègrent à ce système à vitesse accélérée depuis le début de ce siècle.

Pour rompre avec ce paradigme autodestructeur, Québec solidaire, par son programme voté en congrès, récusé les grandes stratégies et les moyens du capitalisme vert dont les effets ne seraient que d'ouvrir un nouveau champ spéculatif au capital financier, de nouveaux champs d'accumulation aux transnationales et d'en rejeter les coûts sur le peuple travailleur sous la forme d'une taxe, ou d'une tarification, régressives :

- « ...il importe de rejeter les moyens d'action qui nous mèneraient vers un maintien du statut quo :
- S'opposer aux Bourses du carbone qui sont des outils d'enrichissement des multinationales, et qui risquent de devenir un nouvel instrument spéculatif.
 - Rejeter les fausses solutions techniques qui n'engagent pas de réelles réductions d'émissions des gaz à effet de serre (les agrocarburants, la géo-ingénierie, le stockage du carbone, etc.).
 - S'opposer aux taxes sur le carbone qui frappent surtout les plus pauvres. »

Le marché du carbone de l'Union européenne, qui sert de modèle, s'est effondré depuis 2011, et encore plus en 2013. Non seulement cet échec réduit à presque rien toute incitation à abaisser la production de GES des vendeurs mais surtout il encourage les récalcitrants à ne rien faire puisqu'ils peuvent s'acheter des droits de polluer à peu de frais. Comme le dit The Economist, « l'échec à réformer le marché du carbone en Europe résonnera de par le monde entier » (20/04/13). À la lumière de cet échec patent et de ce qu'affirme son programme, on se demande ce qu'attend la direction de Québec solidaire pour condamner le marché du carbone dans lequel se lancera prochainement le gouvernement du Québec conjointement avec la Californie et qui doit assurer le financement d'approximativement 80% de son PACC 2020. Un autre « oubli » ?

Les agrocarburants ? Non seulement se substituent-ils à la production de céréales dont ils contribuent à faire grimper les prix mais leur cycle de vie consomme autant ou presque autant d'énergie qu'ils en contiennent démontrant qu'ils ont plus à voir avec la sécurité énergétique des grandes et moyennes puissances qu'avec les GES :

« Les agrocarburants produits à partir de matières premières agricoles sont inefficaces pour lutter contre le changement climatique, puisque 80% d'entre eux sont en réalité plus polluants que les carburants fossiles. Pire, ils rentrent en compétition directe avec l'alimentation et poussent les prix alimentaires à la hausse, avec des conséquences dramatiques pour les ménages les plus pauvres. De plus, les prix de matières premières agricoles ont tendance à s'aligner sur ceux du pétrole et deviennent extrêmement volatils et imprévisibles, ce qui engendre de graves crises alimentaires comme celles de 2008, 2010 et 2012. » (Amis de la terre Europe et Oxfam France)

Le stockage de carbone ? Selon un organisme spécialisé du gouvernement français, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, la technologie est « coûteuse et énergivore », il reste (en 2013) « des incertitudes sur les capacités de stockage » dont les estimations reposent « à l'heure actuelle sur des estimations théoriques », il reste aussi des « risques environnementaux et sanitaires à maîtriser » et la « concertation avec les populations nécessaire (...) face aux

oppositions fortes, quelques pays sont allés jusqu'à interdire cette technique » (Wikipédia, Séquestration géologique du dioxyde de carbone).

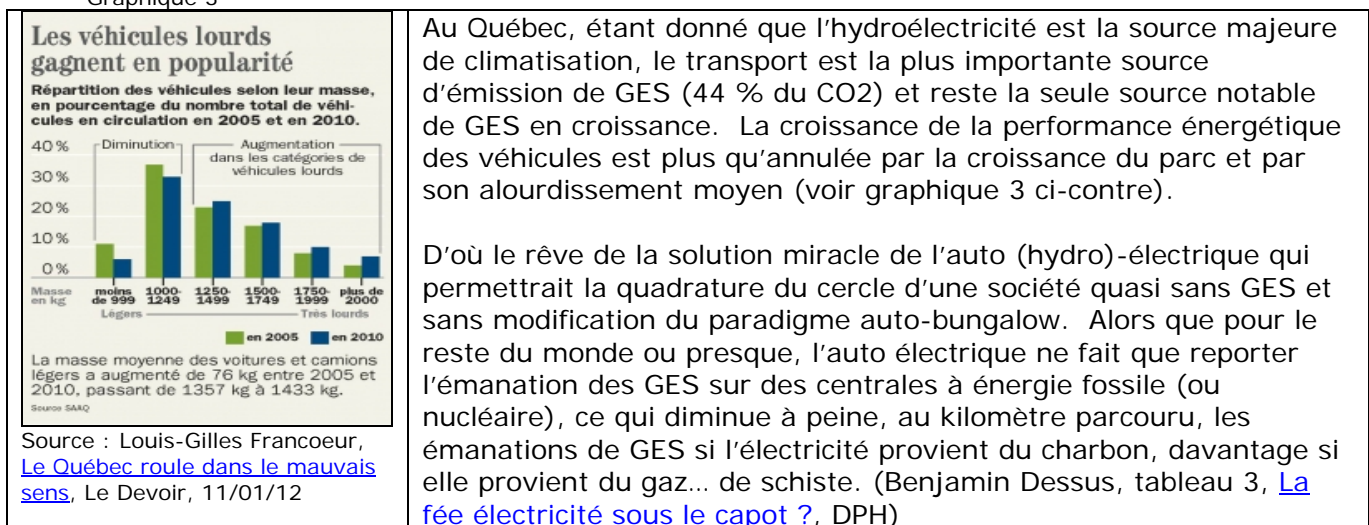
Le mirage de l'automobile (hydro)-électrique

L'automobile électrique demeure le grand point aveugle du rejet (théorique) du capitalisme vert par Québec solidaire et par maints environnementalistes québécois même si jusqu'ici ce mirage technologique déçoit. Dans un reportage par ailleurs dithyrambique sur les perspectives de l'industrie de l'automobile, The Economist avoue :

« Les voitures alimentées par batterie qui étaient censées résoudre le problème de la pollution ont jusqu'ici été un fiasco coûteux. [...] Elles restent chères, ne vont pas très loin et sont parfois plus sales qu'elles en ont l'air — par exemple, si elles fonctionnent à l'électricité provenant de centrales électriques au charbon. » (The Economist, [The future of cars](#), 20/04/13, ma traduction)

Mais le Québec, comme on le sait, est béni des dieux par l'hydroélectricité.

Graphique 3



On comprend que le néolibéral gouvernement québécois ait misé sur l'électrification de son parc de véhicules pour contribuer à atteindre, dans le domaine du transport, son objectif de baisse de 20% des GES. Étant donné le formidable rendement énergétique de la filiale hydroélectricité/moteur électrique, il faudrait moins de 10% de l'actuelle production hydroélectrique du Québec pour électrifier la totalité de son parc automobile si cela était technologiquement faisable (Hydro-Québec, [Des chiffres qui parlent](#)). Les moyens d'intervention gouvernementaux sur ce terrain sont essentiellement des subventions à l'achat de véhicules électriques ou hybrides lesquelles, relativement modestes au départ étant donné le prix élevé de ces autos, iront en diminuant à partir de 2013. Son arme secrète, cependant, c'est le phénoménal bon marché de l'hydroélectricité par kilomètre parcouru, près de dix fois moins chère que l'essence (Gouvernement du Québec, encadré 7 et graphique 2, [Plan d'action 2011-2020 sur les véhicules électriques](#)).

L'engouement hydroélectrique québécois, panacée nationaliste s'il en est une, s'étend à une grande partie du mouvement écologique lequel critique non pas l'option voiture électrique mais le bas niveau des subventions et le refus de pénaliser sérieusement les automobiles à essence, au moins les plus énergivores, pénalités qui financeraient les subventions dans le cadre d'un système bonus malus (Lettre collective, [Diminution des gaz à effet de serre - Pour un bonus-malus écologique au Québec](#), site AQLPA, 6/11/10). Mais pourquoi ne pas dire oui, que dis-je, s'enthousiasmer pour cette solution gagnant gagnant ? Parce que, à part le fait que le prix du kilowatt hydro-québécois va grimper en flèche une fois pris dans la souricière du tout hydroélectrique si la tendance à la néolibéralisation se maintient, à part le fait que la technologie du tout électrique fait du sur place, il y a mille raisons écologiques, financières, idéologiques et politiques pour rejeter le paradigme auto-bungalow.

L'envers de la médaille de l'automobile hydroélectrique

La filière hydroélectrique est en soi anti-écologique, polluante, et brime les droits des peuples autochtones et inuit. C'est pour ces raisons qu'une bonne partie du mouvement écologique et que Québec solidaire s'opposent à son développement. Les réservoirs adjacents aux centrales hydroélectriques transforment des systèmes écologiques dynamiques en une masse d'eau stagnante. Les amonts des bassins versants sont transformés en lacs artificiels sans berges où se dissout le méthyle-mercure pendant qu'en aval le rythme saisonnier des flux se fait à contretemps, la naturelle crû printanière devenant une artificielle crû hivernale. Quant aux barrages au fil de l'eau, ils empêchent la circulation de la faune, dont les saumons, tout au long de la rivière et font disparaître le patrimoine naturel des chutes et rapides sans compter le marnage des rives. S'ajoute l'envahissement des territoires anishnabe, cri, innu et bientôt inuit par la *horde blanche* à l'encontre de leurs droits territoriaux et nationaux et de la fragilité de l'écosystème nordique. La grande distance entre centres de production et centres de consommation accroît la vulnérabilité et l'insécurité du système de transport hydroélectrique — rappelons la crise du verglas de 1998 — ce qui favorise la centralisation sécuritaire propice à développer un *État dans l'État*.

La fabrication et la disposition des autos électriques engendrent la même pollution que celle des autos à essence. Les émissions pour fabriquer une voiture électrique sont du même ordre de grandeur que pour une voiture à pétrole, soit 1,5 tonne équivalent carbone (5,4 tonnes équivalent CO₂) par tonne de voiture produite. Si un véhicule fait « en moyenne 200.000 km au cours de sa vie, alors chaque km parcouru en véhicule électrique engendre de l'ordre de 40 grammes "incompressibles" de CO₂ » — pour fin de comparaison, une auto à essence moyenne hors sa fabrication émet 150 grammes de CO₂ par kilomètre parcouru. (Jean-Marc Jancovici, [Le véhicule électrique est-il une panacée ?](#), site Manicore, 01/12). Soulignons en particulier le problème de la pollution due à la toxicité des batteries tant au lieu de leur fabrication que de leur disposition. Évidemment, la fabrication de véhicules de transport collectif comporte les mêmes problèmes. Tout est une question de quantité de matière, bien moindre dans le second cas.

Même subventionné, le prix d'acquisition d'une voiture hydroélectrique est au mieux, pour une auto compacte bas de gamme, celui d'une intermédiaire à essence de bonne qualité quoique elle sera moins chère à l'usage à cause du très bon marché de la source d'énergie. Mais, pour cela, il faut être en mesure de financer l'achat... et donc en avoir les moyens en termes de collatéraux. Une automobile alourdit le budget familial de l'équivalent d'un deuxième loyer. Puis viendra la complexe gestion de la charge qui prend une vingtaine d'heures à 110 volts, la moitié à 220, à moins de disposer de super chargeur dont le coût le rend pratiquement disponible qu'aux entreprises... et ça prend quand même une demi-heure pour une pleine charge. *Last but not least*,

« ...il faut garder en tête que c'est un véhicule strictement urbain, qui peut difficilement être votre seul véhicule. Vous ferez une bonne action pour l'environnement, mais son utilisation demeure très limitée, à cause de son rayon d'action » d'à peine 100 kilomètres dans de bonnes conditions » (Benoît Charrette, [Citadine exemplaire](#), Le Devoir, 14/05/12).

Cette performance s'améliorera avec le temps mais à quel rythme et jusqu'où étant donné le défi d'une percée dans le domaine des batteries en termes de capacité, de temps de charge, de longévité et de toxicité.

Si, en pratique, l'actuelle auto électrique ne peut être que d'usage urbain... il en faut donc une deuxième à essence pour la grande route. Pire, les citoyens ayant substitué par choix le transport collectif à l'auto seront tentés d'y revenir. À moyen terme, au moins, on aboutit à plus d'automobiles que par rapport au statu quo :

« [U]tiliser un véhicule électrique uniquement à petite vitesse suppose que l'on ne s'en serve qu'en ville, là où précisément les voitures nombreuses - électriques ou pas - engendrent d'autres problèmes, comme par exemple la congestion, la nécessité de disposer d'espaces importants pour la voirie (ce qui pénalise les transports en commun et "fait peur" aux vélos, même si la voiture est électrique !) et les parkings, etc, qui ne seraient pas résolus avec la voiture électrique. A petite vitesse, et pour un trafic peu dense, il y a donc un bénéfice réel en ce qui concerne le bruit. Mais l'ironie de l'histoire est qu'il faut parfois faire du bruit exprès, sinon les piétons ne font pas attention et se font écraser ! » (Jean-Marc Jancovici, idem)

La généralisation de l'automobile privée électrique maintiendrait la plaie de l'étalement urbain aux dépens des meilleures terres agricoles du Québec et son corollaire de villes anti-piétonnières et de ce fait peu conviviales tout comme l'esclavage du bungalow énergivore et individualiste liant le prolétaire à l'endettement bancaire et à l'idéologie de la propriété privée.

L'automobile privée, ce gadget sportif des jeunes aristocrates du début du XX^{ie} siècle, loin d'être un libre choix des consommateurs, a été imposé comme moyen de consommation de masse par le jeune complexe auto-pétrole dans la première moitié du siècle passé quitte parfois à s'emparer de systèmes de transport collectif électrifiés (tramways) mais privés pour les démanteler (et mal les remplacer par des autobus à essence compatibles avec la circulation automobile). C'est la généralisation de l'automobile privée qui a permis la généralisation du bungalow, de la ville-tentaculaire et du système autoroutier financé par l'État en lieu et place d'un système de transport collectif public, intra-urbain et interurbain, tant pour les marchandises que pour les navetteurs et voyageurs. L'électrification de l'automobile privée n'a pas d'autre but que de perpétuer le statu-quo sous une apparence de changement technologique relevant du « *tout changer pour que rien ne change* ».

Le complexe auto-pétrole-bungalow, en plus d'être une plaie écologique, s'est construit au détriment du développement économique du Québec qui n'exploite aucune énergie fossile et ne produit aucune automobile et camion léger. Il a, par contre, favorisé l'édification du corrompu complexe ABC (asphalte-bois-ciment), intimement lié au gouvernement québécois, qui a dévoré les terres agricoles de la plaine de Montréal, les meilleures du Québec, et qui a sillonné le reste d'interminables rubans d'asphalte. L'important déficit du compte courant du Québec, de 7 à 8% de son PIB en 2012, s'explique aux deux tiers par les importations nettes d'énergie fossile et de véhicules routiers.

Au pôle opposé, l'économie du Québec excelle dans la fabrication de moyens de transport collectif (trains, métro, autobus) lesquels faisaient de Montréal, y compris la fabrication de navires aujourd'hui presque disparue, la métropole économique du Canada avant et pendant la Deuxième guerre mondiale. Quand les firmes d'ingénierie du Québec, plusieurs de réputation mondiale, ne sont pas occupées à gérer leurs enveloppes brunes, elles sont parfaitement en mesure d'encadrer techniquement une révolution des systèmes d'énergie et de transport. *Last but not least*, le Québec n'a pas besoin de reconverter presque au grand complet, comme par exemple l'Ontario, la base de son système manufacturier et de sa production d'énergie. Il a à peine besoin de se délester d'un pléthorique secteur financier comme, par exemple, celui de Toronto.

Un plan vert pour le plein emploi écologique

Pour atteindre la cible supérieure d'une réduction de 40% du niveau de 1990 en 2020 assignée aux pays industrialisés par le rapport onusien de 2007, si ce n'est de 50% revendiquée par l'Appel des peuples de Cochabamba en 2008, la stratégie qui s'impose est d'abaisser rapidement et drastiquement l'usage des énergies fossiles au point de faire disparaître leur consommation d'ici 2030. Au Québec, cet objectif signifie avant tout révolutionner d'ici 2020 le transport des personnes et des marchandises, dans le cadre d'une révolution des rapports ville-campagne, en substituant le transport collectif public électrifié et gratuit au système individuel privé carburant au pétrole. Cette électricité supplémentaire proviendrait surtout de la conservation de l'énergie et de l'efficacité énergétique appliquées au chauffage des bâtiments, lesquels peuvent facilement y réduire de plus de 50% la consommation d'énergie à confort égal, complété par le recours à l'éolien et au solaire d'origine public ou communautaire mais sans harnacher aucune nouvelle rivière.

On peut dégager de cette orientation générale le possible plan suivant :

Implanter un programme d'infrastructures écologiques d'au moins 100 milliards \$ pour être achevé en 2020, projeté jusqu'en 2050, avec interdictions d'exploiter, et d'utiliser d'ici 2030, les énergies fossiles et nucléaire et sans harnacher davantage nos rivières :

- a) Exproprier sans compensation les propriétaires privés de raffineries et leurs systèmes de distribution, de système de distribution de gaz naturel et de parcs d'éoliennes ;

- b) Regrouper tous ces équipements, et tous ceux hydroélectriques, dans une entreprise nationalisée ou un système coordonné d'entreprises nationalisées, sous la responsabilité de représentant-e-s des gouvernements national, régionaux et locaux, des communautés autochtones, des syndicats et groupes de pression concernés et d'élu-e-s de la population ;
- c) Construire un plan du plein emploi écologique dans le cadre des objectifs du rapport onusien de 2007 pour les échéances 2020, 2030 et 2050 et le faire ratifier par référendum ;
- d) Interdire au moins dans les grandes villes et leurs banlieues l'usage de l'automobile privée d'ici 2030 en passant par des étapes intermédiaires de restriction de la circulation automobile dans les centres-villes en commençant par les véhicules les plus énergivores et à densité de passagers les moins grandes ;
- e) Construire un réseau de transport collectif urbain, électrifié et d'usage gratuit sur dix ans, qui assure d'ici 2020 au moins dans les grandes villes et leurs banlieues la presque totalité du navettage au travail et l'accès aux centres d'approvisionnement et de loisir¹ ;
- f) Développer d'ici 2020 un système de transport interurbain collectif, électrifié au maximum et bon marché, complété par un parc public ou communautaire de location d'automobiles hybrides puis électriques qui serait aussi disponible dans les grandes villes et leurs banlieues dans la période de transition puis pour certains types de déplacement impossible à satisfaire avec le transport collectif ;
- g) Interdire d'ici 2020 le transport des marchandises par camions à moins qu'ils ne soient à énergie hybride sinon totalement électrique et qu'il soit intégré à un réseau national et public de transport intermodal basé sur le cabotage maritime et le rail²
- h) Interdire tout nouveau développement autoroutier dont la conversion de la rue Notre-Dame en autoroute et la reconstruction à l'identique des échangeurs Turcot et du pont Champlain qui doivent devenir presque exclusivement des axes de transport collectif et, s'il le faut, de marchandises par rail ;
- i) Interdire dans les grandes villes et leurs banlieues la construction de logements détachés et même en rangée. En corollaire, interdire tout changement d'usage de terres agricoles et toute destruction des milieux humides et obliger le développement de tout terrain urbain vacant dans le cadre de la planification urbaine publique sous peine d'expropriation ;
- j) Prévoir un ensemble de mesures de transition devenant rapidement obligatoires tels des stationnements aux nœuds du système de transport collectif, la densification intergénérationnelle ou autre des maisons unifamiliales, la transformation des gazons et toits plats en jardins individuels ou communautaires ;
- k) Pour la période de transition, par mesure de sécurité économique, constituer une réserve pétrolière stratégique et faire des ententes d'État à État avec certains pays producteurs tels le Venezuela ;
- l) Introduire un code du bâtiment qui rende obligatoire les technologies les plus efficaces de conservation de l'énergie et d'intégration du solaire passif et actif. En corollaire, former tout le personnel concerné aux nouvelles normes et aux nouvelles techniques ;

¹ « Au début des années 60, Jean Drapeau a livré 26 km de métro et 26 stations en 4 ans à peine, avec l'argent et les ressources techniques de la Ville. [Selon Richard Bergeron] "Montréal n'était pas plus riche dans les années 60 qu'aujourd'hui, bien au contraire." » (L'Aut'Journal, 11 juin 2008)

² « Les émissions de gaz à effet de serre émises par les poids lourds transportant des marchandises ont augmenté d'environ 18 Mt entre 1990 et 2006. Elles représentent maintenant le tiers des émissions de gaz à effet de serre issues du secteur du transport routier. [...] Selon une étude de 2001 de l'Office fédéral de l'efficacité énergétique, les camions de livraison en milieu urbain au Canada roulaient en moyenne avec une charge correspondant à 20,5 % de leur capacité. » (Programme 2008 du Bloc québécois)

- m) Lancer, pour se terminer en 2020, un programme de rénovation et d'élévation aux nouvelles normes de tous les bâtiments du Québec, en commençant par les institutions publiques et parapubliques, et sans pénaliser les locataires ;
- n) Lancer une réforme de l'urbanisme qui assure la mixité des fonctions urbaines de sorte à maximiser les trajets pédestres et cyclistes et celle des relations ville-campagne, dont les « circuits courts », de sorte à maximiser les marchés agricoles urbains et le jardinage urbain ;
- o) Développer avec l'accord obligatoire et l'implication en termes d'emplois et de redevances des nations Cri, Innu et Inuit de vastes complexes publics de parcs éoliens articulés aux réservoirs hydrauliques nordiques et de la Basse Côte Nord ;
- p) Pour la gestion de la forêt :
 - i. Interdire toute coupe dans la forêt boréale et dans les réserves fauniques ;
 - ii. Enlever aux entreprises forestières tout droit de gestion sur la forêt en faveur de fermes forestières, familiales et coopératives, qui assureront la pérennité de la forêt dans le cadre d'un plan d'État géré régionalement et garantissant des prix permettant un salaire prolétarien médian à temps de travail équivalent ;
 - iii. Tant la régie nationale que les régies régionales seront contrôlées par les représentants des fermes forestières, des syndicats des entreprises forestières, des nations autochtones et des gouvernements national et régionaux ;
 - iv. La coupe forestière sera compatible avec les autres usages de la forêt et faite en priorité puis exclusivement pour les matériaux de construction ;
 - v. La publicité sur papier sera interdite y compris pour les ventes internationales à cet effet ;
- q) Donner la priorité de la recherche-développement, à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables particulièrement dans le domaine du transport mais aussi du bâtiment, des procédés industriels et de l'agriculture ;
- r) Réduire, ré-utiliser et recycler la totalité des déchets industriels et domestiques d'ici 2020, à charge des fabricants, de sorte à fermer l'ensemble des sites d'enfouissement et à restaurer les anciens sites industrielles pollués.

La production alimentaire mondiale : pillage impérialiste et arme stratégique

L'organisation mondiale Via Campesina, porte-étendard des paysans et des fermiers de gauche, oppose un modèle d'agriculture à la polluante et énergivore agro-industrie sous le vocable de « souveraineté alimentaire » à ne pas confondre avec ni autarcie alimentaire ni avec l'agro-industrielle souveraineté alimentaire spécialisée de l'Union des producteurs agricoles (UPA) québécoise. La « révolution verte », qui a mondialisé le modèle agro-industriel propre aux pays impérialistes, a certes causé une croissance phénoménale des rendements des sols et de la force de travail mais ce fut au prix d'une forte pénétration de l'agriculture par l'énergie fossile (mécanisation, engrais, pesticides, transport), tant et si bien que cette agriculture apparemment rentable a quand même un bilan énergétique fort négatif, sans compter un apport faramineux d'eau qui à maints endroits du monde vide les rivières et les nappes phréatiques. Finalement, elle épuise les sols qu'il faut de plus en plus artificialiser et elle favorise la concentration de la propriété étant donné l'intensité de capital requis.

La révolution verte a dissipé son potentiel d'efficacité tout en révélant son coût écologique et social. En témoigne la flambée des prix alimentaires mondiaux en 2008 et son cortège d'émeutes, envenimée par les coupures dans le soutien à l'agriculture des pays dépendants sous l'égide du FMI et par le nouveau marché des biocarburants. Les catastrophes climatiques de l'été 2010 ont fait grimper le prix du blé. Les transnationales de l'agro-industrie voudraient soi-disant relancer une deuxième révolution verte à coups d'OGM qui rendent encore plus dépendant des intrants

énergivores, auxquels il faut ajouter les semences industrialisées, tout en étant une menace supplémentaire de pollution biologique.

La réalité du succès relatif de la révolution verte s'est toujours combinée à un soutien étatique massif sous forme de subventions directes, dans les pays impérialistes et dans une moindre mesure dans les pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), pour masquer la cherté implicite de la nourriture. Cette réalité a toujours été un os dans la gorge du néolibéralisme comme l'a démontré le goulot d'étranglement de l'agriculture dans toutes les négociations des traités de libre-échange. Pour la grande majorité du prolétariat mondial, la part du budget alimentaire est déterminante. L'apparence statistique contraire dans les pays impérialistes, à en juger par l'éventail des dépenses de consommation, vient du fait que le revenu du fermier est massivement soutenu pour garder les prix bas et qu'à contrario le prix du logement est gonflé par la rente foncière ou par le duo énergivore auto-bungalow.

Comme pour son bilan énergétique, le bilan économique de l'agro-industrie est en dernière analyse négatif. Ce bilan apparaît positif à cause du transfert mondial de valeur du secteur agricole au secteur non-agricole dans les pays dépendants et même du BRICS et vice-versa dans les pays impérialistes. Ce transfert permet de baisser la valeur de la force de travail non-agricole au Sud et partiellement au Nord, pour le plus grand bénéfice de la finance et des transnationales, tout en maintenant la rentabilité de la grande propriété foncière et des transnationales de l'import-export. Il a comme contrepartie la très basse rémunération du paysan prolétaire ou petit propriétaire des pays dépendants, particulièrement ceux sous la houlette du FMI, laquelle rémunération bien souvent n'est pas suffisante pour reproduire sa propre force de travail. Tandis que pour la production agricole capitaliste et la petite production capitalisée des pays impérialistes et jusqu'à un certain point du BRICS, c'est plutôt un soutien étatique massif qui assure la rentabilité du secteur agricole.

Ce jeu de balance contradictoire entre pays impérialistes et pays dépendants s'explique par les rapports de force différenciés tant internes qu'externes, lesquels sont favorables aux fermiers des pays impérialistes vis-à-vis des paysans des pays dépendants (et des travailleurs agricoles du Nord qui souvent viennent du Sud) et aux grandes puissances vis-à-vis des autres pays. Les lourdes subventions pour les céréales servent aux pays impérialistes, qui contrôlent largement leur marché mondial, d'armes alimentaires mettant les pays dépendants les plus faibles à leur merci. Le bas prix relatif des produits tropicaux repose sur la très basse rémunération des paysans du Sud pour le bénéfice du prolétariat des pays impérialistes, ce qui le lie à l'exploitation impérialiste tout en libérant le pouvoir d'achat nécessaire au consumérisme.

L'agro-agriculture québécoise étouffée par la dette et les trois chaînes alimentaires

Cependant, au Québec, les produits agricoles ne faisant pas l'objet de commerce mondial (et occupant une portion mineure du panier du consommateur), soit la majorité, voient plutôt leur prix soutenus par une politique de quotas laquelle refile directement la facture aux travailleurs-consommateurs sans passer par le budget de l'État (mais nécessite sa réglementation). Au Québec donc, la politique de soutien du lait, principale production québécoise, est fort différente de celle du porc vendu mondialement. Pendant que la volatilité des prix mondiaux du porc favorise les « intégrateurs » qui réduisent les fermiers à la sous-traitance par manque de capitaux sans toutefois leur enlever le risque de marché, les quotas du lait, « *l'une des plus lourdes hypothèques qui pèsent sur l'agriculture québécoise* » (Rapport Pronovost), l'estent de 60% la valeur marchande de la ferme laitière moyenne, ce qui handicape tant les investissements productifs que la relève.

En résulte un « *endettement sans précédent des agriculteurs* », relativement plus important de 50% qu'en Ontario et plus du triple qu'aux États-Unis et qui « *a doublé au cours des dix dernières années* », ce qui provoque « *la baisse des revenus agricoles* ». Cette baisse a obligé les ménages agricoles, particulièrement la conjointe, à travailler à l'extérieur de la ferme pour les deux tiers de leurs revenus afin de se maintenir à flot. Une ferme familiale québécoise endettée par-dessus la tête ne sera pas en mesure de se lancer dans une révolution agro-écologique.

Le corollaire de l'endettement est la concentration des fermes : « *Les fermes ayant des revenus de 100 000 \$ et moins, soit près de 20 000 fermes [les deux tiers des fermes existantes], génèrent [seulement] 10 % des revenus bruts globaux.* » (Michel Morisset, Université Laval). On peut être certain que les grandes fermes, qui bénéficient le plus des subventions et/ou des quotas, comme la tour de Pise, penchent du côté du statu-quo agro-industriel. La conséquence en est que l'UPA a fortement tendance à se crisper dans la défense des acquis, à freiner l'éco-conditionnalité et à ossifier la structure des plans conjoints de mise en marché qui financent ses fédérations spécialisées. Et on n'a pas encore abordé le problème crucial de l'hyper-concentration de la distribution alimentaire — trois distributeurs dont deux hors Québec contrôlent de 90 à 95% du marché — et à peine à celui de la transformation aussi passablement concentrée.

Sans une remise en cause de l'endettement des fermes familiales et de leur concentration / transformation en fermes capitalistes, de la monopolisation des industries en amont et en aval de la production agricole, et sans remise en question des modes de consommation et d'habitation, y compris les rapports ville-campagne, on sera coincé entre le Charybde du libre-échange et le Scylla du protectionnisme. Historiquement, le recours aux coopératives dans un environnement capitaliste a été un échec. Desjardins, Coop fédérée/Olymel et Agropur participent comme les autres banques et autres fournisseurs à l'étouffement de la ferme familiale, sans compter leur anti-syndicalisme notoire.

Une souveraineté alimentaire libérée de l'agro-industrie

De cette critique découle le possible programme alternatif suivant :

1. Libérer les fermes familiales et coopératives de l'emprise du capital financier et des transnationales de l'agro-industrie :
 - a. Un moratoire sur le remboursement de la dette des fermes familiales et coopératives ;
 - b. Une re-nationalisation des quotas avec compensation au coût d'achat moins la dette due, jusqu'à un seuil maximum ;
 - c. Une généralisation des quotas à l'ensemble de la production, leur émission en quantité suffisante pour répondre aux besoins sociaux et leur distribution et contrôle démocratique en fonction de créer des fermes familiales et coopératives de grandeur optimum découlant d'une conception agro-biologique de l'agriculture ;
 - d. Interdire l'intégration ;
2. Transformer 50% des surfaces agricoles d'ici 2020 en agriculture biologique par un plan décidé et géré démocratiquement et soutenu financièrement par l'État sans endettement :
 - a. Maximiser l'autonomie de la production céréalière, de légumineuses et maraîchère du Québec, y compris celle en serre dont l'énergie serait subventionnée, tout en visant un équilibre des importations et des exportations dans le domaine alimentaire ;
 - b. Transformer la Financière agricole en une organisation contrôlée par les représentantes des producteurs, des consommatrices-travailleuses, des groupes écologistes et du gouvernement
 - c. La Financière agricole réorganisée élaborerait un plan agricole à être approuvé par référendum après avoir été révisé par le parlement et qui ensuite présiderait à son exécution dont la gestion du financement des producteurs et de ses critères, et de la distribution des quotas ;
 - d. Substituer aux engrais, herbicides et pesticides chimiques des engrais organiques et biologiques et un supplément de main d'œuvre dont on facilitera la mobilisation au moment des grandes corvées agricoles (congés scolaires et libération du travail), y compris en milieu urbain, tout en régulant les salaires, qui pourront être payés par les employeurs non-agricoles, et les conditions de travail ;

- e. Moratoire sur la production, l'utilisation et la consommation des OGM tant qu'elles seront sous le contrôle des transnationales agro-industrielles refusant d'appliquer la principe de précaution pour cause de rentabilité ;
 - f. Établir des groupes-conseils encadrant toutes les fermes et contrôlés par les agriculteurs dans la cadre du plan étatique tout en interdisant les conseillers des banques et des transnationales ;
 - g. Minimiser la consommation de viande, de sucre, de sel et de gras par un intense programme d'éducation (publicité, écoles et collèges, magasins d'alimentation) appuyé par une politique de prix dissuasive (taxation supplémentaire des produits nocifs et, en contre-partie, subvention des produits biologiques) et par un programme de recherche-développement à l'avenant y compris pour des recettes nouvelles ;
 - h. Interdire le *fast food* et tout produit transformé assimilé sur la base de critères en teneur de sucre, sel et gras ;
3. Contrôler les transnationales en amont et en aval de la ferme familiale :
- a. Donner le monopole des achats d'intrants et d'extrants à la Coop fédérée, à Agropur et aux fédérations de producteurs ;
 - b. Démocratiser la Coop fédérée, Agropur et les fédérations de producteurs en donnant une place en leur sein aux représentantes des consommatrices-travailleuses, des mouvements écologistes et des gouvernements en plus de ceux des producteurs et en les obligeant à faire un rapport public annuel à être débattu et approuvé au Parlement ;
 - c. Obliger les trois grandes chaînes d'alimentation :
 - i. à avoir une centrale d'achat au Québec seule apte à approvisionner les magasins de la chaîne et à donner la priorité aux achats québécois quitte à aider les producteurs à s'organiser pour obtenir des quantités suffisantes à un prix compétitif tout en favorisant à défaut les approvisionnements régionaux ;
 - ii. à se doter d'un conseil de surveillance des consommatrices-travailleuses, des syndicats concernés et des agriculteurs les approvisionnant à qui tous les livres seront ouverts ;
 - iii. à produire publiquement, tout comme leur conseil de surveillance, un rapport annuel pour débat et approbation parlementaire ;
 - iv. à couvrir chaque quartier et chaque village par au moins un magasin d'alimentation, avec service de livraison gratuite, de sorte à rendre possible les achats d'épicerie sans l'utilisation d'automobile ;
 - v. avoir une politique nationale de prix uniforme pour chaque magasin d'une même entreprise tout en respectant la politique de prix du plan étatique qui cependant garantirait que la taxation des produits nuisibles compenserait les subventions des produits biologiques ;
 - vi. à nationaliser une ou plusieurs chaînes en cas de non-collaboration ;
 - d. Créer une organisation nationale d'import-export géré par des représentantes des consommatrices-travailleuses, des producteurs de produits exportés, des syndicats des chaînes d'alimentation et du gouvernement qui aurait le monopole des exportations et des importations quitte à négocier des ententes d'État à État dans le cadre de la politique commerciale nationale.

Vivement la grève sociale pour exproprier les banques

Le complexe auto/pétrole/bungalow tout comme l'agro-industrie doit être rapidement démantelés. L'automobile à propriété individuelle doit être interdite et remplacée par l'électrification, à partir de sources renouvelables, du transport collectif gratuit et de celui des marchandises dont le parcours doit être réduit au minimum. On doit en finir avec la construction de maisons unifamiliales et de systèmes autoroutiers en faveur de pôles densifiés à fonction mixte et à dimension raisonnable intercalant ville et campagne. La modestie d'un habitat minimisant la consommation d'énergie et

maximisant les services de proximité, et la disparition de l'automobile privée, réduisent de beaucoup les besoins de consommation et appellent à une réduction drastique du temps de travail obligatoire.

En autant que la productivité industrielle du travail soit au rendez-vous, que le plein emploi soit assuré, que la production luxueuse, énergivore et nuisible soit éliminée ou de beaucoup réduite (armements, énergies fossiles, la majorité des autos et camions, la publicité et le marketing, un grand nombre de commerces et encore plus d'institutions financières) et que la sécurité sociale soit garantie, le bonheur social — le *buen vivir* des peuples autochtones sud-américains — augmentera en proportion de la baisse de la production de marchandises. Le consumérisme sera remplacé par la richesse des rapports sociaux, le travail aliénant par celui créatif dont celui requis par l'agriculture et la foresterie biologiques, à la fois nécessaire et désaliénant, où un travail accru par unité produite s'imposera pour maintenir et augmenter la productivité des sols sans intoxiquer la nature.

On a deviné que cette révolution du système de production et cette abolition du consumérisme passe par une révolution des rapports sociaux à commencer par les rapports de propriété. Le mode de production capitaliste étouffe tant la nature que l'humain :

« La grande industrie et la grande agriculture exploitée industriellement agissent en commun. Si elles se différencient au début en ce que l'une gaspille et ruine davantage la force naturelle de l'homme et l'autre la force naturelle de la terre, elles se tendent la main plus tard, le système industriel appliqué à la terre venant à tour exténuer la force de travail, et l'industrie et le commerce intervenant pour procurer à l'agriculture les moyens d'épuiser la terre. » (Karl Marx, *Le Capital*, volume trois, chapitre 47)

Il faut cependant reconnaître que « [l]a force de l'idée de l'entreprise privée repose dans sa terrifiante simplicité. Elle suggère que la totalité de la vie peut être réduite à un aspect — les profits » (E. F. Schumacher, auteur de « Small is Beautiful »). En découle le simplisme de l'idée de mesurer le bonheur par la croissance réelle du produit intérieur brut par personne, c'est-à-dire par la croissance infinie de la production de marchandises forcément au détriment du temps libre et gratuit de l'amour et de l'amitié et de la communion avec la nature non humaine par le travail de la terre et de ses produits reproductibles. L'accumulation du capital s'avère au final une drogue sociale qui conduit au suicide collectif. Son seul antidote connu consiste en une bonne dose de solidarité sociale, riche et complexe, incompatible avec la propriété privée des moyens de production à moins de croire en la charité chrétienne et à l'altruisme désincarné. La porte d'entrée vers le socialisme écologique, son programme de transition pourrait-on dire, consiste en une politique de plein emploi écologique imposée au capital par une démocratie véritable dans la rue et dans les urnes.

Une condition nécessaire, mais non suffisante, de la réussite de cette politique transitoire réside dans un Québec maître à 100% de sa politique monétaire et fiscale, c'est-à-dire un Québec indépendant doté de son propre système bancaire étatisé et démocratisé régissant sa propre monnaie. Ainsi, le peuple québécois aura les moyens, politiques et financiers, pour mettre en branle son plan vert de plein emploi écologique avec sa concomitante révolution fiscale doublée d'une politique à l'avenant d'orientation des épargnes et des investissements sans risque ni de grève des investissements ni de fuite des capitaux. Le capital financier a prouvé hors de tout doute, depuis l'émergence de l'actuelle crise économique, qu'il est un Moloch écrasant les peuples pour sauver sa peau sans aucunement accepter la moindre réforme sérieuse. En plus, son noyau dirigeant canadien est hors Québec. Son expropriation et sa transformation en service public sont devenues impératives.

Pour y arriver, un peuple doit se préparer à l'affronter car le capital transnational se défendra bec et ongles avec tous les moyens idéologiques, politiques, économiques et militaires à sa disposition, ce que le peuple québécois sait très bien depuis les luttes contre la conscription en 1918 et 1942 et la crise d'Octobre 1970 sans compter le coup de la Brink's de 1970, la *nuît des longs couteaux* de 1982 et la dite loi de la clarté de 2000. Les élections sont un bon moyen de préparer le terrain à condition de ne pas croire que le pouvoir est au bout de l'urne. Pour construire le rapport de force nécessaire, il faudra bien arriver à cette « *grève sociale* » auquel le printemps érable n'a pas abouti parce que le bureaucratisé mouvement syndical a encore une fois laissé tomber, comme lors

de la grande grève étudiante de 2005, la jeunesse du Québec. Reste à tester la recette à la première occasion post-électorale. C'est là la condition suffisante.

De la démocratie s.v.p.... pour aller à gauche

Le plan vert de Québec solidaire est sorti du chapeau de la direction nationale en pleine élection de 2012 sans jamais avoir été ni proposé ni débattu au moment du processus d'adoption de la plate-forme électorale, pas plus d'ailleurs que son corollaire, le cadre financier. Est-ce la raison pour laquelle ce plan et ce cadre, par les moyens déployés, qui relèvent du social-libéralisme, contredisent les objectifs de la plate-forme et du programme lesquels reflètent une orientation antilibérale ouverte à l'anticapitalisme ? Est-ce que l'urgence électorale, la dite « stratégie de communication », la recherche éperdue du consensus avec l'opinion publique fabriquée par les monopoles médiatiques, en un mot l'électorisme, sont utilisées par la direction du parti pour mettre au panier la plate-forme électorale débattue et votée par les membres à la base ?

Pour la prochaine campagne, il est question de mettre à jour le plan vert sans davantage de démocratie en se contentant peut-être d'une simple consultation de la statutaire Commission politique par l'intermédiaire de son comité thématique sur l'environnement. Est-ce trop demander que d'exiger un processus démocratique normal impliquant les instances locales et régionales du parti présidé par la Commission politique ? N'irait-il pas de soi que cette Commission produise une ébauche d'un nouveau plan vert, et de son cadre financier, à débattre à la base et à adopter au conseil national de l'automne ou, si c'est trop rapide, à un conseil national ou à un congrès spécial au printemps ou à l'automne 2014 quitte à retarder la campagne ?

Ne serait-il pas d'ailleurs possible d'intégrer à la campagne proprement dite, qui pourrait alors débuter cet automne comme prévu, le processus d'élaboration du nouveau plan vert ? Après tout, pour le processus programmatique, le parti intègre son électorat et le grand public avec des « cercles citoyens » et la publication de contributions sur Internet. On créerait ainsi les conditions d'une campagne qui dépasserait la superficialité de la distribution de littérature et la tenue de quelques assemblées publiques, une campagne qui mobiliserait en profondeur les militant-e-s du parti et dont l'implication permettrait de toucher davantage son électorat réel et potentiel.

Marc Bonhomme, 22 mai 2013

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca